

## **São Paulo – quartier du Brás : les ambulants et la Feirinha da madrugada<sup>1</sup>**

Daniel Hirata

Ces vingt dernières années, les ambulants installés dans le quartier du Brás ont beaucoup gagné en force et en visibilité, suite à plusieurs conflits avec la municipalité<sup>2</sup>. Ces conflits, qui ont débuté en 1993 et qui ne se sont progressivement résorbés qu'à partir de 2001, remettaient en cause un vaste système de corruption dans les anciennes administrations régionales, par la suite remplacées par les mairies de quartier d'aujourd'hui. Le système, dit de la « mafia des pourboires », articulait le versement par les ambulants à des contrôleurs régionaux d'un droit de dépôt des marchandises, d'installation dans les stands et d'un service de coupure de courant en guise d'avertissement de l'imminence d'une opération de police. Les administrateurs régionaux recueillaient l'argent auprès des contrôleurs et le faisaient transmettre à des conseillers municipaux liés à la majorité. Ce montage visait au financement des campagnes électorales et à l'enrichissement personnel de ce groupe, mais c'était surtout une forme de structuration locale du pouvoir clientéliste traditionnel à São Paulo<sup>3</sup>. La violence était utilisée comme tentative d'intimidation des témoins et comme un ultime recours pour interrompre les enquêtes ; mais elle n'a pas empêché la tenue de la longue Commission d'enquête parlementaire (CEP) municipale qui a conclu à la destitution du maire de l'époque, Celso Pitta (1997-2001), successeur en ligne droite de l'ancien maire Paulo Maluf (1993-1996).

Les organisations des ambulants sont sorties très renforcées de ces dix années de mobilisations et, malgré leur division en deux grands groupes principaux, elles ont

---

<sup>1</sup> Petit marché de nuit.

<sup>2</sup> Ce texte doit beaucoup à la réflexion minutieuse menée au sein du groupe de recherches de Vera Telles, en particulier à Carlos Freire, avec qui j'ai partagé le travail de terrain et l'assemblage du puzzle des jeux de pouvoir à l'œuvre sur ce site. Mes conversations avec Robert Cabanes, qui a également participé aux recherches de terrain, ont été tout aussi décisives, notamment au cours de nombreux entretiens. Il est enfin important d'évoquer mes échanges avec Luciana Itikawa du Centre Gaspar Garcia.

<sup>3</sup> Au cours de la Commission parlementaire d'enquête ouverte à ce sujet, plusieurs dirigeants des ambulants ont été assassinés. C'est le cas de Reinaldo Ferreira de Santana, Daniel Ferreira de Farias et Gilberto Monteiro da Silva. D'autres ont subi des attentats, comme José Ricardo Alemão et Afonso Camelô (Cardozo 2000).

soutenu d'une même voix, aux élections municipales de l'année suivante, la candidature du Parti des travailleurs. Sous la gestion de Marta Suplicy (2001-2005), les organisations d'ambulants se sont rapprochées de la municipalité en espérant être soutenues et pouvoir faire de la mairie un allié plutôt qu'un adversaire. Toutefois, les termes dans lesquels s'est conclue cette alliance et les acteurs que la mairie a choisis comme interlocuteurs privilégiés ont rendu cet objectif impossible. La principale directive de la nouvelle gestion a été de favoriser les « camelodromes », espaces dédiés au commerce ambulant, dénommés à l'époque *mercados populares* [marchés populaires], alors que les ambulants revendiquaient leur « droit au travail de rue ». On trouve ici un point d'inflexion qui allait avoir des conséquences jusqu'à aujourd'hui : le travail dans des espaces fermés, qui, à cette époque, restait mal vu par la plupart des ambulants. En premier lieu, parce que les ambiances confinées impliquaient une dynamique de vente différente de celle qui s'adressait aux passants, caractéristique du commerce ambulant. Les vendeurs estimaient que les recettes réalisées dans des espaces clos seraient inférieures à celles obtenues directement dans la rue. En second lieu, la lutte politique avait été entièrement bâtie autour du « droit au travail de rue », c'est à dire pour de meilleures conditions de vente dans les rues avec la régularisation des Termes de permission d'usage (TPU), autorisation municipale d'achat et de vente dans les espaces publics.

Les deux principaux dirigeants issus des mobilisations des années 1990, Afonso Camelô (Sindcisp) lié à Força Sindical [Force syndicale] et José Ricardo Alemão (Sintein) de la Central Única dos Trabalhadores [Centrale unique des travailleurs] avaient une base territoriale caractérisée par le partage de la zone du Brás en deux moitiés, séparées par la rue Oriente. D'autres dirigeants moins importants, néanmoins, ont commencé à voir dans les environnements fermés une « fenêtre d'opportunités » qui allait permettre de réels progrès dans les régularisations et les loyers et dans leur future promotion comme représentants des ambulants. Dans le cas de ces nouvelles directions, le modèle pratique et discursif se déplaça du « droit au travail de rue » vers celui des « opportunités entrepreneuriales »<sup>4</sup>. Dans cette situation, l'idée c'était de renforcer les liens avec des institutions comme le Service brésilien de soutien aux petites et aux micro-entreprises (SEBRAE), dans le but de

---

<sup>4</sup> Cette différence, qui ne pourra pas être abordée en détail dans ce texte, renvoie directement aux considérations que Machado da Silva a proposées dans son travail sur les conséquences sociales et politiques de l'entrepreneuriat en Amérique latine (Machado da Silva 2002).

créer des conditions d'installation des aires de commerce ambulants. En renonçant aux revendications de rue liées aux TPU, des systèmes de partenariat avec des entreprises, qui pouvaient prendre part au projet de mise en place d'un réseau de commerçants autonomes, ont commencé à se développer ; cela grâce au système des avantages fiscaux et à la concession de licences simplifiées relevant du format actuel de la micro-entreprise individuelle (MEI)<sup>5</sup>.

Ce nouveau modèle pratique et discursif trouve naissance dans le vieux syndicalisme. Dès la fin du mandat de Marta Suplicy, Afonso Camelô crée la Feirinha da madrugada, d'abord près de la rue 25 de Março, puis transférée vers sa localisation actuelle au bout de la rue Oriente, sur un terrain de l'État appartenant au Réseau ferré fédéral (RFFSA). L'idée c'était de créer un marché du gros fonctionnant la nuit, distinct de la vente en gros proposée dans la journée et destinée aux seuls détaillants. Ce marché a connu un succès immédiat. Des commerçants de toutes les régions du Brésil et des pays voisins venaient faire leurs achats sur ce site, qui est rapidement devenu un grand pôle régional de gravitation du commerce de la confection. Les points de vente se sont dispersés le long des rues transversales à la rue Oriente, à l'extérieur du « camelodrome ». Mais il est vrai que, dans le même temps, les recettes provenant de ce grand marché de gros sont devenues l'objet de terribles disputes. Avec l'apparition de la Feirinha, le champ des conflits qui opposaient deux groupes se disputant et négociant leur participation au commerce du quartier du Brás s'est profondément modifié. Dans le groupe d'Afonso Camelô, la division entre les tenants du « droit au travail de rue » et ceux des « opportunités entrepreneuriales » semblait de plus en plus importante. Les négociations avec les gérants des boutiques, auparavant rivaux commerciaux et stratégiques dans l'occupation du trottoir, deviennent petit à petit systématiques.

Ce changement de l'intervention politique conduit à une opposition croissante du groupe d'Alemão, qui n'a jamais manifesté l'intention d'intervenir dans les rouages internes de la Feirinha ni de changer ses orientations politiques. Fidèle au Parti des travailleurs, et en particulier au conseiller municipal José Eduardo Cardozo, qui avait présidé la Commission d'enquête parlementaire de la mafia des contrôleurs,

---

5 Se fondant sur l'article 146 de la constitution fédérale, qui établit « les normes générales en matière de législation tribulaire », en favorisant les micro-entreprises et les PME aux régimes spéciaux ou bénéficiant de simplification d'impôts, la loi complémentaire 123/06 est adoptée pour instaurer le statut national de la micro-entreprise et des PME (la Loi générale sur les micro-entreprises et les petites entreprises), ainsi que la loi complémentaire 128/08, qui crée le statut de « micro-entrepreneur individuel ».

Alemão et son syndicat ont pourtant souffert davantage au cours de la période qui allait suivre, et leur pouvoir est allé en diminuant : sept dirigeants de ce syndicat ont été assassinés lorsque l'intérêt des médias pour le quartier est retombé. Lui-même, après avoir échappé à un attentat, a dû quitter le Brás dans le cadre du programme de protection des témoins, restant isolé pendant un certain temps. Ce qu'Alemão remettait en question par rapport au syndicat d'Afonso, c'est le fait que celui-ci commençait à renouer avec les vieilles pratiques dénoncées par la CEP, à partir des alliances décrites plus haut, mais en prélevant une taxe auprès des associés, ce qui selon lui constituait aussi une exploitation des ambulants.

Si le premier élément décisif de cette reconfiguration des groupes de pouvoir dans le quartier du Brás est le fait que la Feirinha a créé un nouveau clivage entre les deux groupes syndicaux du quartier, il importe de souligner également que les décisions de la mairie ont été déterminantes. Après le court mandat de José Serra (2005-2006) comme maire de São Paulo, Gilberto Kassab (2006-2011) lui succède. En janvier 2008, un colonel de la réserve de la Police militaire, Rubens Casado, est nommé à la mairie de quartier de Mooca (dont les limites administratives incluent le quartier du Brás). Parmi ses priorités figure alors un contrôle sévère du commerce ambulant<sup>6</sup>. En vérité, depuis la gestion de Marta Suplicy, la responsabilité des contrôles, d'ordinaire confiés à des contrôleurs des mairies d'arrondissement, avait été transférée à la Garde civile métropolitaine par une série de lois et de décrets (en particulier la loi 13.866/04), dans une tentative de renforcer l'emprise sur le commerce ambulant. Les vendeurs de rue ont aussitôt protesté, au cours des mois qui ont suivi, contre la sévérité accrue des contrôles en organisant de grandes manifestations pour réclamer une amélioration des conditions de travail dans la rue. Alemão était déjà revenu travailler dans le quartier, et c'est lui qui a organisé ces importantes mobilisations qui se sont poursuivies jusqu'à la mi-2009, mais qui allaient être aussi les dernières. Le 2 décembre 2009, un accord entre la mairie, par la

---

<sup>6</sup> Le colonel Rubens Casado a été le premier d'une série de colonels de réserve de la Police militaire ayant dirigé les mairies d'arrondissement de la ville de São Paulo. Actuellement, plus de 80% (25 sur 31) de ces mairies sont dirigées par des officiers de réserve de la Police militaire, qui ont nommé d'autres agents hiérarchiquement inférieurs à d'autres postes administratifs, totalisant ainsi 55 policiers militaires à la tête de postes importants dans les mairies d'arrondissement. En outre, plusieurs policiers militaires sont en charge du secrétariat aux transports, de la Compagnie d'ingénierie de la circulation, du service funéraire, du service ambulancier, de la protection civile et du secrétariat à la sûreté, dont la direction est assurée par un officier de la Police militaire. D'après le reportage de Gabriela Moncau pour le magazine *Caros Amigos* de juillet 2011 intitulé « Kassab reforça o Estado Policial em São Paulo » [« Kassab renforce l'État policier à São Paulo »].

voix du secrétariat à la coordination des mairies d'arrondissement, et le gouvernement de l'État, représenté par la Police militaire, allait transformer définitivement le rapport de forces dans le quartier du Brás. Le dispositif appelé l'Opération déléguée (loi numéro 14.977/09 et décret numéro 50.994/09) autorisait les policiers, pendant leurs jours de congé, à travailler pour la mairie jusqu'à 96 heures par mois, obtenant ainsi une gratification supplémentaire versée par la municipalité. Du fait de la précarisation des conditions de travail de la Police militaire, la vaste structure de cette corporation a été mobilisée pour intervenir dans le quartier du Brás : les troupes de choc, la cavalerie, des bases mobiles et des unités spéciales en grand nombre ont été dépêchées pour assurer l'occupation du quartier. Sans bénéficier de la même visibilité de la lutte contre le narcotrafic, la zone s'est pourtant retrouvée encerclée par la police, sans aucune possibilité pour les ambulants d'organiser la moindre résistance. Les principaux dirigeants, - parmi lesquels Afonso Camelô qui, au moment le plus critique, s'est résolu à établir une « alliance stratégique » avec Alemão - ont été identifiés, arrêtés, et maintenus en captivité pendant les premiers mois de cette gigantesque opération.

Une fois que la police a investi les lieux – une occupation qui dure jusqu'à présent – les contrôles au quotidien dans le quartier sont devenus plus sévères. Un autre aspect, encore plus important, a été la délégation à la Police militaire (d'où le nom d'opération déléguée) de fonctions de contrôle du commerce informel relevant des contrôleurs des mairies de quartier et des policiers de la Garde civile municipale. Le Major Wagner Rodrigues, chef de la division de l'administration et de l'opération des quartiers centraux, confie, dans un entretien, que cette manière d'envisager les contrôles a été mise en place à partir de l'expérience de plusieurs opérations antérieures qu'il avait lui-même conduites, et qui avaient montré que cette division des responsabilités représentait un frein à l'efficacité des inspections. Il évoque l'exemple de ceux qu'on appelle les « parachutes », les vendeurs qui proposent leurs marchandises sur des toiles posées à même le sol, ce qui leur facilite la fuite lors des contrôles. Ces vendeurs ne pouvaient pas être arrêtés tant que leur toile restait dépliée, car seule la Police militaire était habilitée à fouiller leurs effets personnels. Après la conclusion de l'accord entre le gouvernement de l'État et la municipalité, cette petite scène interactive du contrôle social se retrouve complètement modifiée : d'une part les pouvoirs discrétionnaires d'un policier pendant ses heures supplémentaires sont plus étendus que ceux auxquels il est soumis dans un cadre

régulier. Dans le périmètre de l'Opération déléguée, il concentre les attributions de la Garde civile municipale et des contrôleurs de la mairie d'arrondissement, voyant ainsi se renforcer son pouvoir dans la rue ; d'autre part, ce renforcement est garanti par ses supérieurs, les policiers à la tête des mairies, qui organisent la mise en place des contrôles, des arrestations et des éventuelles incarcérations des ambulants.

En fin de compte, ultime conséquence de la mise en œuvre de l'Opération déléguée et du contrôle des mairies par la Police militaire, le Forum permanent des commerçants ambulants s'est vu dépossédé de ses fonctions de médiation politique. Dans un quartier en conflit comme celui du Brás, l'institution a toujours été perçue comme une conquête démocratique résultant du premier scandale de la « mafia des contrôleurs » et de la création d'un espace de négociation entre les ambulants et la mairie. Tout en maintenant son existence formelle, mais constatant que les décisions les plus importantes concernant le travail de rue ne passaient plus par les délibérations du Forum, à quoi viennent s'ajouter les absences répétées du colonel-maire et de ses adjoints, les représentants des ambulants ont peu à peu cessé de fréquenter ces réunions. En effet, les interlocuteurs privilégiés de la mairie de quartier et des nouveaux contrôleurs sont, désormais, les gérants de boutiques. Au cours de plusieurs entretiens consécutifs avec l'association Allo Brás, il a été possible de constater que les gérants de boutiques prennent à huis-clos des décisions concernant le quartier, comme par exemple les travaux d'embellissement de la place de la Concórdia, dont le coût de deux millions de reais a été entièrement réglé par les fonds Allo Brás ; ou encore l'ambitieux projet de réaménagement de la rue Oriente, dont la facture, désormais disponible et prise en charge par les mêmes fonds, s'élève à un total de cinq millions de reais. Les représentants des ambulants se plaignent encore du fait que l'argent versé aux policiers militaires de l'Opération déléguée provient des gérants de boutiques, ce qui révèle clairement leur rapprochement avec les pouvoirs publics. Cette convergence entre les boutiquiers et la mairie reconfigure le champ des conflits entre les groupes qui se disputent l'accès au marché populaire du Brás.

Ce rapprochement entre les gérants de boutiques et la municipalité a été formalisé par un projet appelé « Couloir de vente », présenté à la fin 2010 par la mairie du quartier, et résultant de réunions tenues avec l'association des boutiquiers du Brás. Il s'agit d'une tentative d'affirmation de la vocation commerciale du centre-ville, grâce à la mise en réseau des quartiers centraux de Bom Retiro, Santa Efigênia, Sé et Brás, où se trouvent les principales zones de commerce de la ville. Au cœur de

ce circuit intégré se trouve le terrain de la Feirinha, où est prévue la construction, sous le régime des Partenariats public-privé (PPP), d'un complexe réunissant des bâtiments commerciaux et résidentiels, des stationnements pour les bus et les voitures, une zone réservée à l'alimentation et plusieurs bâtiments de services publics. L'association des boutiquiers et la mairie estiment que São Paulo doit se préparer à la compétition avec d'autres villes sud-américaines qu'ils considèrent comme de possibles concurrentes sur ces marchés populaires<sup>7</sup>.

Ce projet pour la Feirinha da madrugada révèle un changement d'échelle au niveau des acteurs qui intègrent désormais le commerce populaire du Brás. Dans cette nouvelle configuration des relations de pouvoir à l'œuvre dans le quartier, la difficulté à travailler dans la rue a continué de s'aggraver. En conséquence, la part des espaces de vente fermés de la Feirinha s'est progressivement élargie. Les deux principaux dirigeants des ambulants ont peu à peu perdu de leur force tandis que le nombre de ceux travaillant dans la rue diminuait drastiquement. Dans le même temps, les nouveaux groupes de pouvoir qui émergent à partir de l'instauration de la Feirinha sont très différents des syndicalistes du modèle « droit au travail de rue ». Comme nous l'avons déjà évoqué, ce marché a d'abord été organisé par une partie du groupe d'Afonso Camelô, mais une nouvelle direction, liée à d'autres intérêts, a commencé à gagner de l'importance : Ailton Vicente de Oliveira et l'Association Novo Oriente. Grâce à une campagne publicitaire qui présentait l'association comme « le plus grand projet social du Brésil », Ailton a commencé à prendre en mains la gestion de la Feirinha en prélevant des « taxes » pour la sous-location, la sécurité privée, l'eau, l'électricité et les toilettes. Cette gestion, qui avait jusqu'alors été assurée par Afonso Camelô et dénoncée par Alemão comme une exploitation des vendeurs ambulants, prélève désormais des sommes bien plus élevées et privilégie d'autres groupes au sein de la Feirinha. Sous la responsabilité d'Ailton, les ambulants sont déplacés vers des lieux de vente plus défavorisés et les « avant-postes » des boutiquiers et des commerçants chinois occupent les meilleurs points de vente. À

---

7 Il est à noter que l'entreprise envisagée pour être le partenaire privilégié le plus probable de la mairie dans ce projet compte parmi ses actionnaires un consortium de grandes banques comme Banco do Brasil, Banco do Espírito Santo, Banco Votorantim, Bradesco, Citibank, Itaú et Santander, et qu'elle a comme partenaires privilégiés de grandes entreprises de conseil corporatif nationales et internationales de viabilité logistique (LOGIT), juridique (SUNDFELD), urbaine (URBAN SYSTEMS), financière (ACCENTURE), de communication (BURSTON MARSTELLER) et digitale (DBI). Cf. Rapport du projet « Trabalho informal e direito à cidade » [« Travail informel et droit à la ville »], Centre Gaspar Garcia des droits de l'homme, 2011.

l'heure actuelle, les vendeurs que l'on trouve dans les stands sont pour la plupart des employés des boutiques ou des grands distributeurs chinois, mais il reste encore quelques vendeurs autonomes qui revendent leurs marchandises comme le font les ambulants.

La diminution du nombre d'ambulants autonomes, et leur éloignement des points de vente privilégiés au bénéfice des grands commerçants chinois et des boutiquiers établis, sont dus à l'accroissement exponentiel des « taxes » prélevées, au préjudice des petits revendeurs. Cette tendance met en lumière un double processus, essentiel pour la présente étude et qui sera détaillé plus loin : d'un côté, l'entrée massive sur le marché informel de corporations de dimensions internationales dans les projets municipaux, ainsi que celle des grands commerçants officiels, indiquent une concentration des ressources économiques du marché populaire du quartier du Brás ; de l'autre, les très hauts niveaux d'extorsion, auxquels sont soumis les participants à ces marchés, non-réglés formellement par l'État, révèle une centralisation des moyens de coercition légaux et illégaux qui les régulent en assurant le prélèvement des recettes.

Les anciens dirigeants syndicaux des ambulants se sont retrouvés à l'écart de cette nouvelle dynamique de la Feirinha da madrugada qui associait une plus grande répression dans les rues et l'entrée en lice de nouveaux groupes de pouvoir. Constatant que les mobilisations de rue devenaient de plus en plus difficiles à organiser, dans le contexte d'occupation policière du quartier, Alemão a changé de stratégie. Au cours des mois qui ont suivi l'Opération déléguée, la mairie d'arrondissement avait arbitrairement annulé les TPU en vigueur pour les années 2010 et 2011. Alemão a alors obligé la mairie à porter la question des TPU en justice. Conscient de l'importance de son combat militant, Alemão estime cependant qu'il ne dispose plus de vrais moyens de pression sur les pouvoirs municipaux.

Afonso Camelô, responsable d'un groupe divisé entre l'idée de travailler à l'intérieur ou à l'extérieur de la Feirinha, a dû affronter de fortes pressions internes. Une partie de ses troupes, dont Camelô lui-même, a continué à disputer le petit espace de représentation des ambulants dans la rue. Les hésitations de Camelô lui ont fait perdre de l'influence et l'ont incité à s'efforcer de représenter les intérêts des nouveaux venus, des Boliviens travaillant de nuit dans la rue Barão de Ladário. Cette tentative a été mal perçue d'autres dirigeants de son propre syndicat, qui



envisageaient des accords différents au niveau local. Pendant la nuit, hors de la Feirinha, des disputes très violentes peuvent éclater entre ambulants. Une myriade de petits groupes, ayant passé des accords avec les rares policiers qui se trouvent sur place, se dispute avec une grande virulence le territoire et le contrôle des points de vente, en lien avec d'autres groupes criminels. Cette situation s'explique par le monopole exercé à l'intérieur de la Feirinha, que l'intervention de la mairie a favorisé, en confiant aux plus grands groupes le contrôle du marché fermé. La tension croissante entre ces groupuscules a abouti à l'assassinat d'Afonso Camelô au siège de son syndicat en décembre 2010. La division des petits groupes s'est encore accrue après la mort de Camelô, une partie des siens continuant à se disputer l'espace de la rue pendant la nuit.

L'autre partie du groupe d'Afonso Camelô se sépare alors et commence à agir à l'intérieur de la Feirinha, en dénonçant à la presse des écarts de gestion de l'administration. Ces plaintes portent sur le prélèvement de taxes par le groupe gestionnaire du marché. Fin 2010, après avoir réussi à destituer Ailton de son poste de direction, ce groupe était lui-même sur le point d'accéder à la gestion de ce marché. La municipalité nomme alors un nouveau colonel de réserve de la Police militaire, après avoir destitué l'ancien. Les dénonciations publiées dans les grands journaux, concernant le système d'extorsion régnant sur la Feirinha, reprirent de plus belle et conduisirent à la destitution des deux colonels en charge du groupe de gestion. Le maire d'arrondissement – le colonel Rubens Casado – a été transféré vers une autre mairie de quartier. Par une conjonction imprévue d'évènements, comme c'est souvent le cas dans ce genre d'affaires, le rapport de forces issu de ces conflits trouve un dénouement inattendu, lorsque les plaintes parviennent à Brasilia et conduisent à la démission du ministre des Transports : l'argent de l'extorsion des grands groupes présents aujourd'hui sur la Feirinha da madrugada était utilisé pour le financement des campagnes et l'enrichissement personnel des membres du Parti républicain national<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Ces dénonciations ont conduit à la démission du ministre Alfredo Nascimento, et ont mis en cause les hautes instances du Parti Républicain National, notamment son président, Valdemar Costa Neto. L'affaire a échappé au contrôle des dénonciateurs, de telle sorte que le Parti républicain, s'estimant trahi par le Parti des travailleurs, a abandonné l'alliance fidèle au gouvernement. À São Paulo, une sous-commission a été instaurée pour examiner les accusations, mais Geraldo Amorim, alors en charge du comité de gestion du Petit marché de nuit, a été assassiné, et l'enquête a pris fin.